

Attaque d'ours en Ariège - Pyrénées

Communiqué de presse ASAP/ADDIP - 9 septembre 2013 - 19 h 30

Après un été calme, grosse attaque sur l'estive de Pouil (Commune de Salau en Ariège) avec dérochement dans la nuit, plusieurs dizaines de bêtes au tapis, des agneaux lacérés par les oursons qui suivaient la mère, une brebis trouvée avec trois pattes cassées, etc, etc . Tout n'a pas été vu à cause de la brume et déjà des nuées de vautours qui ne s'écartent même pas lorsqu'on s'approche. Depuis une semaine, des attaques ponctuelles faisaient craindre le pire, c'est arrivé.

Des suites vont être données à ce qui devient de plus en plus insupportable sur les estives couserannaises où aucune n'est à l'abri malgré présence permanente de Patous et bergers, et, sur Pouil, un des plus anciens bergers de la zone unanimement reconnu pour la qualité de son travail depuis des décennies plus un stagiaire très volontaire.

Aucune profession n'accepterait ces conditions de vie et de travail, ni de voir son outil de travail et le produit de ce travail - un troupeau c'est les deux - ainsi saccagés

Quand le gouvernement va-t-il se décider à respecter ce travail et la vie des gens concernés en mettant fin à une situation qui n'a été possible que suite aux mensonges de l'état français dans les années 90 ? Le Ministère a fait croire à Bruxelles que les Pyrénéens étaient d'accord avec ce programme alors qu'il savait l'inverse. Sans ces mensonges, l'Europe n'aurait jamais introduit d'ours slovènes : en effet, elle a annulé les introductions prévues ensuite, lorsqu'elle s'est rendue compte de la réalité du refus des populations concernées.

Continuer à faire subir aux éleveurs et bergers les conséquences de ce mensonge est inacceptable : l'état doit rattraper l'escroquerie qu'il a commise, enlever les ours, les placer où il veut mais là où ils ne nuiront à personne.

L'inverse serait accepter que mensonges et manipulations soient le fonctionnement normal de ce qui alors ne devrait plus s'appeler "démocratie", mais dictature.

Contact : B. Besche-Commence, porte-parole ADDIP bbeschecommence@orange.fr Tel : 06 77 22 85 54